



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

crédit lyonnais

Question au Gouvernement n° 2086

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Patrick Devedjian

M. Patrick Devedjian. Ma question ne s'adresse pas à M. le Premier ministre. Elle ne s'adresse pas à M. Laurent Fabius qui, la semaine dernière, a volé au secours de M. Sapin, interpellé par notre collègue de Courson.

Comme si M. Sapin avait déjà besoin d'un avocat... (Rires et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Monsieur le président, j'attends la démonstration de l'impartialité que vous venez de revendiquer !

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. le président. Monsieur Devedjian, votre propos pouvait prêter à ambiguïté. C'est une image que vous avez utilisée, j'imagine ?

M. Patrick Devedjian. Naturellement, monsieur le président, et vous êtes bien placé pour le savoir.

M. le président. Comme avocat, bien entendu,...

M. Patrick Devedjian. Bien sûr !

M. le président. ... au même titre que vous.

M. Patrick Devedjian. D'ailleurs, je dois dire que M. Fabius a été un excellent avocat de M. Sapin.

M. Jean-Louis Debré. Et la cause était difficile !

M. Patrick Devedjian. M. Trichet a été mis en examen pour dissimulation de la vérité des comptes du Crédit lyonnais. («Eh oui !» sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.) M. Fabius nous a dit la semaine dernière, et je partage entièrement son point de vue, que M. Trichet bénéficiait d'une réputation exceptionnelle, et qu'il n'était pas dans l'intérêt de notre pays que cette réputation fût mise en cause. M. Fabius parle d'or. Mais il y a un moyen tout à fait simple de protéger la réputation de M. Trichet: c'est que M. Sapin prenne ses responsabilités ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Trichet, entendu par la commission d'enquête sur le Crédit lyonnais, a dit que c'était le Gouvernement qui commandait. Et à cette occasion, M. Sapin a dit que lorsque tel membre de l'administration était attaqué, il était toujours choqué, ajoutant: «que l'on attaque le ministre de tutelle de l'époque !»

Monsieur Sapin, je crois donc que vous êtes disposé à prendre vos responsabilités politiques dans cette affaire.

Si M. Trichet a agi, c'est sur les instructions du ministre de tutelle que vous étiez. Ma question est simple: pour protéger la réputation de ce grand fonctionnaire, allez-vous prendre vos responsabilités politiques ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. Du calme, s'il vous plaît !

M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, dans ces matières comme dans les autres, il faut essayer de ne pas biaiser. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe

Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Thierry Mariani. Il faut avoir du courage !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Si vous voulez mener un combat politique frontal contre la majorité plurielle et en particulier contre un des ses ministres, n'employez pas d'arguties, ne vous référez pas au droit, ne parlez pas de M. Trichet, attaquez directement M. Sapin. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe pour l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Si, en revanche, vous demandez au Gouvernement si l'Etat assurera la protection de ses fonctionnaires attaqués, la réponse est: oui, l'Etat défendra M. Trichet ! (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste et sur divers bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Huées sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Devedjian](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (13^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2086

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 mai 2000, page 3955

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 mai 2000